



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 28 JUIN 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TRMAL Marie-France)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
MORVAN Henri (pouvoir à CORNILY Karine)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à CUNIN Marie-José)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
CALVEZ Gilles (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)

Absents

LE GUEN Jean-René, MERDY Marie-Thérèse

Conseil de Communauté du 28 juin 2019
Délibération n°DCC2019_109

Objet	Modalités de répartition du FPIC 2019
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Finances
Thème	Finances

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSE DES MOTIFS :

L'ensemble intercommunal que constituent la Communauté et ses communes membres a perdu le bénéfice du FPIC en 2017. Depuis, il perçoit une garantie afin de compenser cette perte. Cette garantie sera perçue pour la dernière fois en 2019.

En 2017, elle représentait 90 % du montant de 2016, en 2018, 76,5 % de ce montant, en 2019, la garantie s'élève à 679 909 € soit 70 % du montant perçu en 2018.

La répartition entre membres de l'ensemble intercommunal peut être réalisée sous plusieurs modalités :

- le droit commun, appliqué par la Communauté depuis l'instauration du FPIC : la Communauté perçoit une enveloppe calculée en fonction du coefficient d'intégration fiscale. Le montant résiduel est réparti entre les communes selon leur potentiel financier.

- un régime dérogatoire, à la majorité des 2/3 :

- entre Communauté et communes, répartition selon le CIF ou un autre critère. Ce critère ne peut avoir pour effet d'écarter de plus de 30 % le montant obtenu par rapport à celui de droit commun.

- entre les communes : en fonction de la population, de l'écart entre le revenu par habitant des communes membres et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal, de l'écart entre leur potentiel financier ou fiscal par habitant au regard du potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de la Communauté. D'autres critères de ressources ou charges peuvent être ajoutés, et la pondération de ces critères est libre.

Ces critères ne peuvent cependant pas modifier de plus de 30 % le montant attribué aux communes par rapport au montant déterminé par le droit commun.

- une répartition dérogatoire libre : le Conseil de communauté détermine librement les critères. Le vote doit être unanime, dans un délai de deux mois suivant la notification ou à la majorité des 2/3 avec approbation des conseils municipaux.

Le document annexé reprend les données de la notification, en privilégiant la répartition de droit commun.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article 144 de la loi de finance initiale pour 2012 instaurant le FPIC,

Vu la notification en date du 11 juin 2019 du FPIC de l'année 2019 de l'ensemble intercommunal,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 11 juin 2019

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 28 mai 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : décide de retenir comme mode de répartition le droit commun, à savoir :

- en fonction du coefficient d'intégration fiscale de la Communauté,**
- selon les potentiels financiers par habitant et les populations des communes.**

Le tableau récapitulatif des montants attribués et détaillant leur évolution entre 2018 et 2019 est présenté en annexe.